BELGISCHE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

49e ZITTINGSPERIODE

GEWONE ZITTING 1998-1999

HANDELINGEN VAN DE OPENBARE COMMISSIEVERGADERINGEN

10/11/1998

C 664 Binnenlandse Zaken, Algemene Zaken en Openbaar Ambt

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DE BELGIQUE

49e LÉGISLATURE

SESSION ORDINAIRE 1998-1999

ANNALES DES RÉUNIONS PUBLIQUES DE COMMISSION

10/11/1998

C 664 Intérieur, Affaires générales et Fonction publique

Sommaire

Mardi 10 novembre 1998

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE - C 664

Interpellations jointes de :

M. Claude Eerdekens au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "la tenue du congrès du Vlaams Blok du samedi 7 novembre 1998" (n° 2129)

- M. Robert Delathouwer au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "les affrontements juridiques à propos du congrès du Vlaams Blok du 7 novembre 1998" (n° 2130)

- M. Olivier Deleuze au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "son attitude vis-à-vis du Vlaams Blok" (n° 2131)

- M. Lode Vanoost au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "le congrès du Vlaams Blok du samedi 7 novembre 1998" (n° 2135)

- M. Didier Reynders au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "son attitude à l'occasion du congrès du Vlaams Blok organisé le 7 novembre 1998" (n° 2136)

- M. Olivier Maingain au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "les mesures de protection accordées par le gouvernement fédéral à un parti fasciste flamand et le non-respect par le ministre de l'Intérieur de l'arrêt du Conseil d'État du 7 novembre 1998" (n° 2138) I

orateurs : MM. **Eerdekens**, **Delathouwer**, **Deleuze**, **Vanoost**, **Reynders**, **Maingain**, **Van den Bossche**, vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur, **De Man**, **Moureaux**, **Vanpoucke**

Motions II

Inhoud

Dinsdag 10 november 1998

COMMISSIE VOOR DE BINNENLANDSE ZAKEN, DE ALGEMENE ZAKEN EN HET OPENBAAR AMBT - C 664

Samengevoegde interpellaties van :

- de heer Claude Eerdekens tot de vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken over "het op zaterdag 7 november 1998 gehouden congres van het Vlaams Blok" (nr. 2129)

- de heer Robert Delathouwer tot de vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken over "het juridisch steekspel rond het Vlaams Blok-congres op 7 november 1998" (nr. 2130)

- de heer Olivier Deleuze tot de vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken over "zijn houding ten aanzien van het Vlaams Blok" (nr. 2131)

- de heer Lode Vanoost tot de vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken over "het congres van het Vlaams Blok van zaterdag 7 november 1998" (nr. 2135)

- de heer Didier Reynders tot de vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken over "zijn houding naar aanleiding van het congres van het Vlaams Blok georganiseerd op 7 november 1998" (nr. 2136)

- de heer Olivier Maingain tot de vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken over "de door de federale regering aan een Vlaamse fascistische partij toegekende beschermingsmaatregelen en het niet-respecteren door de minister van Binnenlandse Zaken van het arrest van de Raad van State van 7 november 1998" (nr. 2138) I

sprekers : de heren **Eerdekens**, **Delathouwer**, **Deleuze**, **Vanoost**, **Reynders**, **Maingain**, **Van den Bossche**, vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken, **De Man**, **Moureaux**, **Vanpoucke**

Moties II

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

RÉUNION PUBLIQUE DU MARDI 10 NOVEMBRE 1998

PRÉSIDENCE de

M. **Ch. Janssens**

La séance est ouverte à 14.18 heures.

COMMISSIE VOOR DE BINNENLANDSE ZAKEN, DE ALGEMENE ZAKEN EN HET OPENBAAR AMBT

OPENBARE VERGADERING VAN DINSDAG 10 NOVEMBER 1998

VOORZITTER :

De heer **Ch. Janssens**

De vergadering wordt geopend om 14.18 uur.

Interpellations jointes de :

- M. Claude Eerdekens au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "la tenue du congrès du Vlaams Blok du samedi 7 novembre 1998" (n° 2129)

- M. Robert Delathouwer au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "les affrontements juridiques à propos du congrès du Vlaams Blok du 7 novembre 1998" (n° 2130)

- M. Olivier Deleuze au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "son attitude vis-à-vis du Vlaams Blok" (n° 2131)

- M. Lode Vanoost au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "le congrès du Vlaams Blok du samedi 7 novembre 1998" (n° 2135)

- M. Didier Reynders au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "son attitude à l'occasion du congrès du Vlaams Blok organisé le 7 novembre 1998" (n° 2136)

- M. Olivier Maingain au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "les mesures de protection accordées par le gouvernement fédéral à un parti fasciste flamand et le non-respect par le ministre de l'Intérieur de l'arrêt du Conseil d'Etat du 7 novembre 1998" (n° 2138)

Samengevoegde interpellaties van :

- de heer Claude Eerdekens tot de vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken over "het op zaterdag 7 november 1998 gehouden congres van het Vlaams Blok" (nr. 2129)

- de heer Robert Delathouwer tot de vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken over "het juridisch steekspel rond het Vlaams Blok-congres op 7 november 1998" (nr. 2130)

- de heer Olivier Deleuze tot de vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken over "zijn houding ten aanzien van het Vlaams Blok" (nr. 2131)

- de heer Lode Vanoost tot de vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken over "het congres van het Vlaams Blok van zaterdag 7 november 1998" (nr. 2135)

- de heer Didier Reynders tot de vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken over "zijn houding naar aanleiding van het congres van het Vlaams Blok georganiseerd op 7 november 1998" (nr. 2136)

- de heer Olivier Maingain tot de vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken over "de door de federale regering aan een Vlaamse fascistische partij toegekende beschermingsmaatregelen en het niet-respecteren door de minister van Binnenlandse Zaken van het arrest van de Raad van State van 7 november 1998" (nr. 2138)

Le **président** : La parole est à M. Claude Eerdekens.

M. **Claude Eerdekens**, président du groupe PS : Monsieur le président, monsieur le ministre, mon interpellation sera basée sur quatre thèmes : le plan éthique, les faits, l'aspect juridique et les conclusions politiques.

Sur le plan éthique, les événements qui se sont déroulés le week-end dernier sont choquants.

Tout d'abord, monsieur le ministre, avec votre bénédiction, un bâtiment, propriété de l'Etat fédéral, a abrité le congrès d'un parti fasciste.

M. **Van den Bossche**, vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur : Je me suis contenté de faire appliquer le jugement du tribunal.

Monsieur le président, M. Eerdekens veut ignorer les faits.

Le **président** : Monsieur le ministre, vous aurez l'occasion de répondre tout à l'heure. Pour le moment, la parole est à M. Eerdekens.

M. **Claude Eerdekens** (PS) : Monsieur le président, M. le ministre aura en effet l'occasion de répondre, tout à l'heure, à toute une série de questions précises concernant les faits.

Sur le plan éthique, je continue à dire qu'il est choquant qu'un congrès d'un parti fasciste se soit tenu dans un bâtiment propriété de l'Etat fédéral.

Il est également choquant que ces congressistes aient bénéficié de la protection de la gendarmerie pour se déplacer dans Bruxelles, pour entrer au Palais des Congrès et s'y réunir.

Il est encore choquant que des démocrates, qui souhaitaient assurer une contre-manifestation, se soient vu

interdire tout rassemblement. Les défenseurs des droits de l'homme, les défenseurs de la démocratie se sont ainsi vu privés de l'exercice du droit de manifester et d'exprimer leur opinion, contrairement aux ennemis de la démocratie.

Voilà ce que j'entendais exprimer sur le plan éthique.

Sur le plan des faits, je souhaiterais, monsieur le ministre, vous poser un certain nombre de questions de façon à comprendre qui a fait quoi dans la chronologie des événements.

1. Est-il exact que vous avez eu, le 6 novembre, une concertation avec le bourgmestre de Bruxelles ? Quelle a été la nature de cette concertation ? Quels ont été les résultats de cette rencontre ?

2. Pour quelle raison semblez-vous ne pas être d'accord avec l'ordonnance prise par M. le bourgmestre de Donnéa ?

3. Quel a été votre rôle précis à partir de ce moment-là ? Quelles injonctions avez-vous pu donner à votre administration ou à la gendarmerie à la suite de ces réunions ? Quelle était la nature de ces injonctions ? Sur quelle base juridique, sur la base de quels éléments de faits, sur la base de quel rapport avez-vous pris attitude ?

4. Quelle a été la nature de vos contacts avec la gendarmerie tant le 6 que le 7 novembre 1998 ? Vous a-t-elle transmis des rapports ? Lui avez-vous personnellement donné des consignes écrites ou orales ?

5. Etiez-vous tenu au courant heure par heure de l'évolution de la situation le 7 novembre ?

6. Avez-vous donné des consignes, des ordres à la gouverneur de la Région de Bruxelles-Capitale ?

7. Comment avez-vous été tenu au courant de l'évolution de la procédure en suspension de l'exécution de l'ordonnance de Mme la gouverneur, procédure introduite par le bourgmestre de Bruxelles devant le Conseil d'Etat, où se trouvait représenté, suivant l'arrêt du Conseil d'Etat, votre chef de cabinet ?

Votre chef de cabinet vous a-t-il fait rapport constamment ? Samedi, à quelle heure avez-vous pris connaissance de la décision du Conseil d'Etat suspendant l'exécution de l'ordonnance de police de Mme le gouverneur ?

8. Est-ce vous qui avez personnellement autorisé l'entrée des congressistes au Palais des congrès et chargé la gendarmerie de protéger - si je puis dire - les congressistes ?

9. Dès que vous avez eu connaissance de l'arrêt du Conseil d'Etat, quelle a été votre décision ? En effet, la décision du Conseil d'Etat est assortie de ce qu'on appelle la "formule exécutoire". Avant la signature du greffier, comme du président, figure cette mention mandatant les ministres, forces de l'ordre, etc. de "concourir à l'exécution de cette décision de justice". Dès que vous avez pris connaissance de l'arrêt du Conseil d'Etat, avez-vous donné des instructions précises à la gendarmerie pour faire respecter cette décision de justice ? Dans la négative, pourquoi ne pas l'avoir fait ?

10. Pourquoi ne pas avoir fait respecter l'article 2 de la contestable ordonnance de Mme le gouverneur ? Cet article 2 dispose que tout rassemblement ou déplacement de plus de 50 personnes dans la Région de Bruxelles-Capitale est défendu. Dès lors, pourquoi n'avoir veillé qu'à l'application de l'article 1 de cette ordonnance contestable et ne pas avoir fait appliquer l'article 2 qui, *ipso facto*, aboutissait à empêcher le déplacement en car des congressistes du Blok ?

J'en viens au troisième volet de mon intervention. Sur le plan du droit, je souhaiterais émettre un certain nombre de remarques. Premièrement, le Conseil d'Etat a donné tort à la thèse que vous sembliez défendre puisqu'il a suspendu l'exécution de la décision du gouverneur de l'arrondissement de Bruxelles. Deuxièmement, je dois en déduire que le bourgmestre de Bruxelles a obtenu satisfaction devant le Conseil d'Etat. Troisièmement, qu'est-ce qui pouvait soutenir et justifier la décision prise par le gouverneur de Bruxelles-Capitale, dès lors que le Conseil d'Etat, de façon tout à fait opportune, constate que, tout d'abord, il n'y avait pas lieu de prendre cette décision et que l'ordonnance du bourgmestre de Bruxelles était justifiée ?

Le Conseil d'Etat relève plusieurs éléments.

1. Il n'y avait pas de carence du bourgmestre de Bruxelles. Celui-ci avait pris toutes les dispositions adéquates et rien ne justifiait dès lors l'intervention du ministère de l'Intérieur.

2. Le congrès se situait sur le territoire d'une seule commune, la Ville de Bruxelles en l'espèce.

3. Le Conseil d'Etat relève qu'il n'y avait pas de base légale à l'arrêté du gouverneur puisque la décision de celle-ci ne s'appuyait pas, en vertu de l'article 162 de la Constitution, sur un texte de loi mais sur une circulaire et rien que sur cela. Le Conseil d'Etat a constaté que cette décision comportait un double défaut : un défaut d'ordre juridique ou défaut de base légale et un défaut en fait, puisque les conditions de la circulaire n'étaient pas réunies. Dès lors, pour nous qui vivons dans un Etat de droit, force est de constater que celui-ci était absent, samedi dernier. Il l'a été tout d'abord au niveau de la prise de cette décision regrettable et, ensuite, au niveau de la non-exécution de la décision du Conseil d'Etat.

Je souhaiterais conclure sur le plan politique. Au nom de notre groupe, je souhaiterais formuler les réflexions suivantes.

1. Il est inadmissible, en démocratie, que les pouvoirs publics puissent apporter un concours actif ou passif, avec la force publique, pour protéger un parti extrémiste niant les droits de l'homme et qui est un véritable fossoyeur de la démocratie.

2. Ni la loi, ni la décision du Conseil d'Etat n'ont été respectées samedi. Cela signifie que ce congrès s'est tenu au mépris de l'Etat de droit.

3. La situation vécue a abouti à bafouer le principe de l'autonomie communale auquel nous sommes très attentifs. Nous souhaitons en effet qu'en toutes circonstances, le rôle et l'autorité des bourgmestres soient garantis.

4. Il est important que soit respecté, dans ce pays, l'équilibre institutionnel, tel qu'il est établi entre les différents pouvoirs qui composent notre Etat. Selon nous, rien ne justifiait que l'on traite de la sorte l'un des bourgmestres ou l'ensemble des bourgmestres de la Région de Bruxelles-Capitale.

5. Par ce précédent, n'est-ce pas l'autonomie de la Région de Bruxelles-Capitale qui a été ébranlée ?

6. Selon nous, ce n'est pas le sens du devoir qui a dicté les décisions administratives malheureusement adoptées.

7. Comme tous les démocrates du nord et du sud de ce pays ou de Bruxelles, j'ai souffert en découvrant les événements de ce samedi.

8. S'il pense avoir gagné une bataille, le Vlaams Blok n'a absolument pas gagné la guerre. J'en appelle à tous les démocrates de ce parlement pour mettre ce parti hors d'état de nuire dans ce pays. Dès la semaine prochaine, monsieur le président, il faut poursuivre l'examen en commission de la proposition de loi sur le financement des partis, et notamment sur la possibilité d'empêcher demain tout

financement public des partis dont les programmes violent les droits de l'homme et la Convention de Rome.

Il s'est trouvé une majorité au nord comme au sud du pays pour dégager un consensus. La meilleure réplique que nous puissions faire, c'est d'adopter en commission et ensuite en séance plénière - et, le cas échéant, au Sénat - un texte qui prive le Vlaams Blok de sa dotation publique.

Par ailleurs, je pense que nous, démocrates, devons imaginer encore d'autres répliques, dans le respect de la Constitution et de la Convention de Rome sur les droits de l'homme, pour mettre définitivement hors d'état de nuire le Vlaams Blok ou tout autre parti du pays dont l'action ne respecterait pas la Convention de Rome. Le maintien de la démocratie est à ce prix. J'en appelle à la mobilisation de tous les démocrates présents dans cette assemblée.

De **voorzitter** : De heer Robert Delathouwer heeft het woord.

De heer **Robert Delathouwer** (SP) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, in tegenstelling tot hetgeen via de pers wordt gesteld, ben ik van oordeel dat het Vlaams Blok in deze aangelegenheid niet als overwinnaar kan worden beschouwd. Hiervoor baseer ik mij op de twee volgende elementen.

Ten eerste, het gebeurt niet alle dagen dat het resultaat van juridische stappen uiteindelijk leidt tot het in het ongelijk stellen van het Vlaams Blok. Eigenlijk had hun congres niet mogen doorgaan en dat is een morele nederlaag - zoals zij er onlangs trouwens nog een paar opliepen - die niet van tafel kan worden geveegd.

Ten tweede, in tegenstelling tot wat velen beweren, is het uiteindelijke resultaat van alle overheidshandelingen een dubbele morele nederlaag voor het Vlaams Blok : strikt juridisch gezien mocht het congres niet plaatsvinden en van de inhoudelijke boodschap zullen wij alleen onthouden dat Brussel-stad een jungle is waar repressief en hardhandig moet worden opgetreden. Opgewarmde kost dus. Die boodschap kwam marginaal in de publiciteit.

Los daarvan rijzen terzake heel wat juridische vragen.

Vooreerst kan men niet ontkennen dat de eerste stap die werd gedaan, wel leidde tot de nederlaag van degene die de stap ondernam, met name minister Ylieff. Volgens mij nam hij gemakshalve een beslissing waarvan men misschien op voorhand had kunnen weten dat zij door de rechtbank zou worden tenietgedaan.

Terzake kan men niet zonder meer de laatste beslissingen beschouwen zonder de oorsprong van de feiten na te gaan. Men moet weten of het namens de regering is gebeurd. En wist men op voorhand dat men aan het Vlaams Blok de kans zou bieden om naar de rechter te stappen en bovendien nog gelijk te krijgen ?

Sommigen beweren nogal gemakkelijk dat men slechts mag verbieden omdat een partij zus of zo is. Welnu, ik wil een aantal kameraden zowel van mijn partij als van de andere kant van de taalgrens eraan herinneren dat het recht op vergaderen door de Grondwet wordt bepaald in artikel 26. Dat was in de eerste plaats ter verwezenlijking van de arbeidersbeweging, van de coöperatieven, van de socialisten in het algemeen.

Minister **Van den Bossche** : Nee, die wijziging gebeurde door de wet Le Chapelier, tijdens de Franse revolutie.

De heer **Robert Delathouwer** (SP) : Hoe dan ook, die bepaling werd in onze Grondwet ingeschreven ondermeer dankzij de arbeidersbeweging. Dat kan men niet zonder meer naast zich neerleggen.

Voorts werd door niemand aangevochten dat de burgemeester van Sint-Joost-ten Node terecht optrad. Tijdens de discussie werd immers onterecht gesteld dat deze aangelegenheid enkel en alleen de autonomie van de gemeenten betrof, terwijl het eigenlijk ging om zijn bevoegdheid omtrent een feit dat zich in zijn gemeente afspeelde. De burgemeester trad zeker terecht op; immers, als een politieke partij die bepaalde principes huldigt ten aanzien van een groep van de bevolking een congres wil organiseren precies in de wijk waar die bevolkingsgroep het meest wordt aangetroffen, dan is dit zuivere provocatie en leidt zulks per definitie tot ordeverstoring.

Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, welke beslissing heeft de burgemeester van Brussel genomen ? Het moet mij van het hart dat de berichtgeving over het voorval sterk verschilde naargelang men de Franstalige of de Nederlandstalige media volgde. Meer nog, de heer de Donnéa legde zijn beslissing anders uit voor de camera's van de VTM en de VRT en beweerde het congres niet te hebben verboden. Later werd de boodschap de wereld ingestuurd dat de minister het congres had toegelaten. Wat is de exacte beslissing van de burgemeester geweest ?

Minister **Van den Bossche** : Burgemeester de Donnéa heeft verwezen naar het arrest van de Raad van State en heeft gezegd dat hij het congres niet kon verbieden en niet zou verbieden. De problemen hadden meer te maken met het politiereglement over samenscholing.

De heer **Robert Delathouwer** (SP) : Mijnheer de minister, ik hoor u dit graag zeggen. Heel wat mensen werden opgeschrikt door de onjuiste berichtgeving dat burgemeester de Donnéa het congres had verboden maar de minister het toch heeft toegelaten. Ik herhaal dat de berichtgeving over het voorval bezuiden de taalgrens sterk verschilde van die boven de taalgrens.

Mijnheer de voorzitter, collega's, ik vind het ongepast dat de heren de Donnéa en Picqué van het probleem gebruik maken om standpunten te verdedigen die niets met de kern van de zaak te maken hebben. Ik hou mijn hart vast als men gaat beweren dat de Brusselse regering de voogdijoverheid is. Men mag het voorval niet herleiden tot een voogdijproblematiek. Hamvraag is of een hogere overheid in bepaalde gevallen moet kunnen optreden. Wat is het standpunt terzake van de Raad van State ? Wat gebeurt er met artikel 41 van de Grondwet ? Is de ministeriële rondzendbrief van 1987 die in bepaalde gevallen de gouverneur of de minister van Binnenlandse Zaken toestaat op te treden onwettig ? Zij die beweren dat een beslissing van een burgemeester in de toekomst alleen kan worden aangevochten door het Gewest doorbreken de traditie dat de hogere overheid alleen als hiërarchische overheid optreedt en niet als toezichthoudende overheid. Dit is meer dan een principiële beslissing. Ik hou mijn hart vast als de Brusselaars in de toekomst alleen aangewezen zijn op de krachtdadige en legendarische optredens van de Brusselse burgemeesters. De ervaringen van de voorbije jaren spreken terzake boekdelen !

De minister van Binnenlandse Zaken kan oordelen dat voldoende elementen aanwezig zijn om de rondzendbrief van 1987 toe te passen en kan de gouverneur vragen op te treden omdat de beslissing van de burgemeester de bevoegdheden van de gemeente overstijgt.

- Voorzitter : de heer ***Vanpoucke***

Op dat ogenblik speelt de opportuniteit, mijns inziens, geen geringe rol. De minister van Binnenlandse Zaken heeft zijn verantwoordelijkheid opgenomen. Hij had, mijns inziens, net zo goed het tegenovergestelde kunnen doen en de verantwoordelijkheid aan de burgemeester van Brussel laten. Dit is mijn standpunt terzake.

Ik zeg deze woorden met klem omdat wij, van Brussel, een andere visie hebben.

Indien men zou aanvaarden dat de hogere overheid dan toch had moeten optreden - ik ben bereid een stap te zetten in de opvatting dat volgens artikel 26 van de Grondwet dat congres niet kon worden verboden - en om de orde te handhaven maatregelen moest treffen, waarom vaardigt men dan een verbod tot samenscholing uit dat zich uitstrekt tot de negentien Brusselse gemeenten ? Het is toch tegenstrijdig dat tijdens een congres waar niet-democraten vergaderen, democratische krachten die willen protesteren daartoe geen kans krijgen, niet alleen op de plaats waar het congres doorgaat, met name in Brussel of Sint-Joost, maar tegelijkertijd over het hele gewest.

Le **président** : La parole est à M. Olivier Deleuze.

M. **Olivier Deleuze** (ECOLO-AGALEV) : Monsieur le président, monsieur le ministre, il n'y a pas de moyen miracle pour lutter contre l'extrême droite. Mais il devrait cependant y avoir un consensus sur un ensemble de mesures, constituant un plan de lutte, et sur une volonté inébranlable. A mon avis, notre problème est que ce consensus n'existe pas aujourd'hui.

Je voudrais en donner quatre constituants.

Premièrement, ne pas reculer d'un millimètre sur les valeurs qui devraient guider nos décisions. Or, je constate que l'on recule bel et bien sur ces valeurs. Lorsque j'entends au parlement qu'en ce qui concerne le droit de vote - même celui des citoyens européens -, le débat n'est pas un débat sur la démocratie, sur l'élargissement des droits politiques, mais un débat absolument localisé sur le point de savoir quelle sera l'influence de cette mesure dans telle et telle commune, on recule sur les valeurs. Lorsque je vois que beaucoup remettent en cause le sens de la coexistence dans notre pays de deux communautés de culture différente, il ne faut pas s'étonner que d'autres en profitent pour remettre carrément en cause la coexistence de personnes de différentes nationalités résidant dans notre pays. Là aussi, on a commencé à reculer sur les valeurs. Lorsque je constate que certains, par des propositions de décret, veulent faire resurgir, tout en ne l'assumant pas, le passé sombre d'une partie de la population, en clamant que ces décrets ont des valeurs symboliques, on recule encore, de façon grave, sur les valeurs. Enfin, lorsque j'observe qu'un membre du gouvernement tient des propos extrêmement durs envers les demandeurs d'asile, considérant ces victimes comme des gens avant tout soupçonnables, marginaux et sans importance, il s'agit aussi d'un recul sur les valeurs.

Le premier élément d'un plan d'ensemble de lutte contre l'extrême droite, c'est le non-recul dans nos discours de représentants du peuple sur ces valeurs.

Deuxièmement - nous serons tous d'accord à ce sujet -, l'absence de perspectives sociales dans notre pays a un effet catastrophiquement bénéfique sur les gens qui défendent les solutions faciles et le populisme. Mais j'avoue que mettre fin à cette absence de perspectives ne sera pas chose aisée.

Troisièmement, nous avons enfin un texte concernant les moyens, notamment la dotation publique, d'un parti. Il existe en outre une majorité potentielle de 82 députés sur 150 pour étudier et voter ce texte. Je demande, puisqu'il y a un texte et une majorité, qu'on l'aborde sans tarder en commission. Et s'il faut y passer des jours, parce que le seul argument qu'ont trouvé les anti-démocrates pour s'y opposer est de retarder son adoption, nous devons assumer. On a déjà vu dans le passé que ceux-ci commencent par faire de la musculation, puis qu'ils se cassent.

Enfin, en ce qui concerne les délits de presse racistes, il est temps de trouver un moyen pour que ceux-ci soient punis. Nous avons déposé une proposition de révision de la Constitution pour les correctionnaliser. Je ne dis pas que c'est la seule méthode, mais c'est une méthode.

*- Président : M. **Ch. Janssens***

En refusant d'aborder le problème, parce que cela fait surgir de vraies questions en matière de liberté d'expression, on laisse la porte ouverte à ceux qui prônent la haine entre les communautés.

Sur ces quatre points, il n'y a pas de consensus. Je pense toutefois qu'il y a une majorité suffisante pour avancer.

Etant donné l'absence de ce consensus, il faut bien reconnaître que les tentatives tardives et essoufflées mises en oeuvre pour empêcher un parti comptant dix députés à la Chambre de tenir un congrès sont pathétiques et inefficaces.

Comprenez-moi bien, il faut absolument éviter des provocations du type : "on va organiser notre congrès à Saint-Josse, à Schaerbeek, à Molenbeek ou ailleurs..."

Il ne faudrait pas que cette tentative pathétique d'interdiction de cette réunion nous voile la face sur tout ce qui précède, à savoir ce qui m'apparaît être une volonté insuffisante d'élaborer un plan d'ensemble pour lutter contre ces gens.

Monsieur le ministre, chers collègues, c'est dans l'ordre suivant que je vois les priorités.

1. Sommes-nous d'accord pour arrêter de flatter les nationalistes et les racistes ?

2. Sommes-nous d'accord pour nous réunir sans délai sur un texte recueillant l'assentiment d'une majorité d'entre nous, même si nous savons que ce sera un marathon. *(Protestations sur les bancs du Vlaams Blok)* Je suis certain qu'il y a encore d'excellentes lectures qui vous manquent...

3. Sommes-nous d'accord pour examiner sans délai de quelle manière on pourrait pénaliser les délits de presse à caractère raciste ?

Monsieur le ministre, puisqu'il s'agissait d'une interpellation pour laquelle je devais vous adresser deux questions par écrit, je vous pose les deux questions suivantes.

Premièrement, alors que vous avez permis le congrès du Vlaams Blok à Bruxelles, pourquoi avez-vous dans le même temps interdit à tous crins les rassemblements antifascistes dans cette même ville ?

M. **Van den Bossche**, ministre : Vous pourriez quand même être un peu sérieux !

M. **Olivier Deleuze** (ECOLO-AGALEV) : Vous aurez l'occasion d'être un peu sérieux après mon intervention, monsieur le ministre.

Pourquoi estimez-vous que la démocratie est davantage menacée par les contre-manifestants que par le Vlaams Blok ?

M. **Van den Bossche**, ministre : Vous croyez connaître votre dossier ?

De heer **Filip De Man** (VL.BLOK) : Hij kent er niets van !

M. **Olivier Deleuze** (ECOLO-AGALEV) : Oui, je connais mon dossier. Vous aurez l'occasion de me répondre et je vous écouterai.

Deuxièmement, monsieur le ministre, sur les murs du pays s'affiche un candidat déclaré du Vlaams Blok, revêtu d'un uniforme de policier communal, ce qui est contraire à notre législation. J'aimerais savoir ce que vous comptez faire pour mettre fin à ce détournement.

De **voorzitter** : De heer Lode Vanoost heeft het woord.

De heer **Lode Vanoost** (ECOLO-AGALEV) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, ik zal het kort houden. Ik zal niet de door de heer Deleuze gemaakte analyses nog eens overdoen, maar sluit mij daarbij volledig aan. Ik heb nog wel een opmerking ter zijde. Vanuit mijn eigen beroepsverleden weet ik zeer goed dat het dragen van een uniform dat aan politionele bevoegdheid is gekoppeld, verboden is voor personen die niet over politionele bevoegdheid beschikken. Dat is een overtreding van de wet. Bij mijn weten werd tegen deze overtreding in een welbepaald geval dat hier werd aangehaald, nog niet opgetreden. Ik ben benieuwd naar uw antwoord op de vele hier gestelde vragen en spaar mijn energie voor de repliek.

Le **président** : La parole est à M. Didier Reynders.

M. **Didier Reynders**, président du groupe PRL-FDF : Monsieur le président, monsieur le ministre, je ne reprendrai pas l'ensemble des questions de notre collègue M. Eerdekens, auxquelles je pourrais souscrire, mais je voudrais évoquer quatre points.

Premièrement, quel est le motif de l'intervention du ministre et, à sa demande ou non, du gouverneur en ce dossier, puisqu'une décision avait été prise par le bourgmestre de la Ville de Bruxelles en ce qui concerne le maintien de l'ordre ? Il s'agit d'une ordonnance de police qui concerne les rassemblements, la concentration et la circulation de groupes sur la voie publique. Je voudrais savoir ce qui a justifié l'intervention du ministre et la façon dont il peut l'expliquer face à une compétence me paraissant correctement exercée par le bourgmestre de Bruxelles.

Deuxièmement, que s'est-il passé concrètement, depuis quelques jours, au sein du gouvernement ? Je présume que, de temps en temps, des concertations doivent y avoir lieu. *(Signe de dénégation du ministre de l'Intérieur)* Mais, j'ai entendu l'annonce de l'interdiction d'utilisation d'une salle par le ministre de la Politique scientifique, ensuite l'intervention du ministre de l'Intérieur face à une ordonnance de police du bourgmestre de la Ville de Bruxelles et, samedi soir déjà, l'intervention sur antenne du ministre de la Défense nationale, regrettant la manière dont les événements s'étaient déroulés.

J'espère que l'un ou l'autre contact a récemment eu lieu au sein du gouvernement, afin de déterminer la manière dont chacun exerce ses compétences ou si, comme je le crois et comme ses prédécesseurs le faisaient déjà, le ministre de l'Intérieur estime qu'il progresse, peu importe la position de ses collègues, y compris ses collègues vice-premiers ministres.

En troisième lieu, je vous avouerai, monsieur le ministre, que je regrette votre intervention. J'écouterai volontiers vos explications avant de pouvoir répliquer, mais il est plutôt anormal qu'un congrès tel que celui qui s'est tenu le 7 novembre, et, surtout, que l'accès à ce congrès aient été organisés sous la protection des forces de l'ordre, alors que pour reprendre la formule d'un président de parti de votre majorité, "cette protection s'adressait à un parti qui promeut des idées racistes et s'attaquent aux principes fondateurs de la démocratie". J'espère d'ailleurs qu'un parlementaire de son parti interviendra aujourd'hui. Cependant, il conviendrait de respecter l'autonomie communale et, surtout, d'assurer une résistance ferme à des dérives extrémistes lorsqu'elles se présentent.

Enfin, monsieur le président, vous l'avez rappelé vous-même, il va de soi que le parlement doit également réagir. Je me réjouis que vous ayez inscrit à l'ordre du jour de notre séance la proposition que vous aviez déposée avec M. Eerdekens, pour laquelle j'ai l'honneur de défendre un amendement, majoritairement soutenu par un certain nombre de nos collègues. J'espère que le débat de tout à l'heure débouchera sur un vote rapide de ce texte, figurant à l'ordre du jour depuis quelque temps, ayant subi nombre de vicissitudes, et qu'il serait urgent de pouvoir faire entrer en vigueur. Bien entendu, le débat sur les délits de presse à caractère raciste est également ouvert, mais il prendra davantage de temps.

Au moment où nous demandons au gouvernement de prendre ses responsabilités, il serait opportun que cette commission en fasse de même pour aboutir le plus rapidement possible sur le vote de la proposition déposée et de l'amendement qui devrait figurer à l'ordre du jour.

Le **président** : La parole est à M. Olivier Maingain.

M. **Olivier Maingain** (PRL-FDF) : Monsieur le président, en tenant compte des obligations horaires de M. le ministre, je commencerai mon intervention par mettre en évidence un fait sur lequel l'attention n'a peut-être pas été assez attirée.

Samedi dernier, vers 9 h 30, des militants du Vlaams Blok, à l'évidence son service d'ordre, sa milice, se sont rendus coupables de voies de fait sur les agents de la police de Bruxelles qui, à la requête des gestionnaires du Palais des congrès de Bruxelles, étaient appelés pour interdire l'accès à ce bâtiment, en exécution d'une décision du ministre chargé de la tutelle sur ce Palais des congrès.

En effet, le service d'ordre - milice organisée du Vlaams Blok s'est employé à forcer les portes et à entrer dans les lieux alors que le congrès devait au plus tôt commencer à 14 h 00 - je rappelle que cet incident a eu lieu à 9 h 30 - et il faut bien constater que les gendarmes appelés en renfort par les services de police de Bruxelles à ce moment-là ont tardé ou n'ont pas eu la possibilité - vu les circonstances de fait - de permettre aux forces de l'ordre de mettre fin à une voie de fait commise par un service d'ordre constitué en milice privée.

Si je rappelle ce seul fait, c'est parce que dès ce moment-là, sur la base de l'ordonnance de Mme la gouverneur, les conditions pacifiques de réunion du Vlaams Blok n'étaient plus réunies. Puisque la gouverneur elle-même disait à l'article 1er de son ordonnance - si on s'en tient à son raisonnement que je ne partage pas sur le plan juridique - que "Les membres du Vlaams Blok qui ont l'intention de participer d'une manière pacifique au congrès dans le Palais des congrès à Bruxelles en reçoivent l'autorisation ainsi que la protection policière nécessaire". Dès 9 h 30, il était constaté que l'intention pacifique n'était pas établie dans le chef des participants puisque c'est une milice privée qui ouvrait les portes du congrès aux participants du Vlaams Blok.

Dès ce moment-là, les services de police et la gendarmerie devaient - puisque l'ordonnance du gouverneur n'était pas encore suspendue par le Conseil d'Etat - faire procéder à l'évacuation du Palais des congrès par les personnes qui avaient fait usage de la force, de la violence et de voies de fait pour y pénétrer.

Quel est le fondement de l'ordonnance de la gouverneur ? Je constate que l'arrêt du Conseil d'Etat est cinglant sur le plan juridique à l'égard de cette ordonnance. Il faut bien dire que c'est une ordonnance qui a d'abord une motivation quelque peu étonnante lorsqu'on y lit, par exemple, que "L'autorité supérieure constate que l'autorité communale ne prend pas sa responsabilité ou qu'elle ne maîtrise pas la situation".

Je voudrais que vous disiez clairement, monsieur le ministre, en quoi l'arrêté de police du bourgmestre de la Ville de

Bruxelles ne rencontrait pas les impératifs de sécurité et de tranquillité publiques qui devaient être assumés sur la voie publique. Je constate que le Conseil d'Etat a estimé qu'en fait, vous n'apportiez pas la preuve que les conditions de fait et de droit que vise la décision de police du bourgmestre, n'auraient pas été rencontrées.

Dans son ordonnance, Mme la gouverneur fait référence à une circulaire du ministre de l'Intérieur de décembre 1987 - dont la légalité est à l'évidence contestée par le Conseil d'Etat - qui vise trois hypothèses, que l'on dit en l'occurrence toutes trois réunies de manière cumulative.

Or, je me permets de dire que sur ces trois hypothèses, il y en a deux qui sont des hypothèses différentes, voire contradictoires étant donné que selon cette circulaire, l'autorité supérieure - gouverneur ou ministre de l'Intérieur - pourrait intervenir soit si les perturbations de l'ordre public s'étendent aux territoires de différentes communes, soit si une situation ou un événement, bien que localisé matériellement dans une commune, a une répercussion étendue ou met directement en danger les responsabilités de l'autorité supérieure. Il faut choisir une des deux hypothèses. Dire que les deux hypothèses étaient réunies dans le cas présent, c'est évidemment une contradiction dans la motivation de l'ordonnance de la gouverneur.

Force est donc de constater que fondamentalement, vous n'êtes pas confronté à des violences venant de contre-manifestants - il n'y en a pas eu - mais bien à des violences qui émanent des seuls organisateurs du congrès. Quelles sont les mesures de police que vous prenez à ce moment-là pour mettre fin aux violences émanant de ces seuls participants au congrès du Vlaams Blok ? A l'évidence, il n'y en a eu aucune, que du contraire, la police a protégé les milices organisées du Vlaams Blok.

Dès lors, je voudrais dire que ce service d'ordre du Vlaams Blok au comportement de milice est de plus en plus préoccupant. C'est pourquoi je vous demande de réfléchir sérieusement à la mise en oeuvre de la loi du 29 juillet 1934 interdisant les milices privées à l'encontre des structures du Vlaams Blok qui se comportent en milice. C'est une des armes que nous devons utiliser pour casser le système du Vlaams Blok qui, dans son organisation, pour permettre ses excès et ses extravagances fascistes, doit évidemment faire appel à ces milices pour arriver à ses fins.

S'il y a une véritable volonté d'engager des poursuites sur la base de la loi sur les milices privées, les personnes qui ont forcé les portes du Palais des congrès doivent être poursuivies. C'est pourquoi je vous demanderais, monsieur le ministre, de prendre des initiatives si vous voulez véritablement combattre ce parti fasciste, et de demander au ministre de la Justice de donner des injonctions positives au parquet afin que les auteurs des voies de fait du samedi matin soient poursuivis, notamment sur la base de la loi sur les milices privées.

De **voorzitter** : De minister heeft het woord.

De heer **Van den Bossche**, vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken : Mijnheer de voorzitter, ik zet een aantal punten op een rij, opdat men de demagogie achterwege zou laten.

Ten eerste, collega Ylieff heeft binnen zijn bevoegdheid om federale gebouwen te verhuren beslist dat het Vlaams Blok niet in het Congressenpaleis mocht congresseren, wat voor de rechtbank werd aangevochten. Ik ben vóór, noch na de beslissing van de inhoud ervan op de hoogte gebracht, maar moest ze, zoals iedereen, via de pers vernemen. Volgens de informatie uit de krant, die mij overigens werd bevestigd, is er een verstekvonnis uitgesproken. Daartegen is verzet aangetekend en werd een vonnis uitgesproken. Er is donderdag gepleit en vrijdag heeft de rechtbank geoordeeld dat het Vlaams Blok wel zijn congres in het Congressenpaleis mocht houden. Er is dus een rechterlijke beslissing. Aan de heer Eerdekens, die het graag heeft over *l'Etat de droit*, laat ik opmerken dat rechterlijke beslissingen, of ze nu aangenaam zijn of niet, daarvan een aspect zijn. Dit is onbetwistbaar.

De rechter heeft daarenboven een strafbeding van 1 miljoen - collega Ylieff heeft mij dat meegedeeld - opgelegd ingeval de rechterlijke beslissing niet werd uitgevoerd.

Ten tweede, over het houden van het congres is er nooit discussie geweest. Ik citeer uit het arrest van de Raad van State : "Considérant qu'il a été confirmé à l'audience par le bourgmestre de la Ville de Bruxelles que son ordonnance de police du 6 novembre ne comportait aucune interdiction de la réunion du Vlaams Blok dans un local clos et couvert et qu'elle ne concernait que le maintien de l'ordre sur la voie publique."

Daarover zijn wij het eens. Dus dat men een verhaaltje rondstrooide over de ene die het congres wou verbieden en de andere die het congres liet doorgaan, is ofwel te verklaren door een gebrek aan kennis, ofwel - dit is misschien stouter - door een pre-electorale campagne waarin de ene partij de andere in Brussel gijzelt. Ik heb inderdaad de indruk dat de burgemeester van Brussel door andere beleidsmensen in het Brusselse is gegijzeld.

Het ging dus eigenlijk alleen over de ordehandhaving op de openbare weg.

Le bourgmestre de Bruxelles a décrété une interdiction de concentration telle qu'il était de fait impossible d'arriver au congrès. Je cite son décret : "Tout rassemblement, toute concentration et toute circulation sur la voie publique qui s'ensuivraient sont interdits le samedi 7 novembre".

Het gevolg hiervan is gemakkelijk te voorspellen : een veldslag. Misschien opteren sommigen hiervoor. Ik had alleszins niet de indruk dat het mijn opdracht was een veldslag te laten plaatsvinden. Dit is uiteindelijk de kern van de discussie.

Voorts wil ik een andere mythe weerleggen. Men beweerde dat mijn bepaling elke tegenbetoging onmogelijk maakte. Het is juist dat het verbod van samenscholing van toepassing was op de negentien gemeenten. De heer Eerdekens mag immers niet vergeten dat 7 november de verjaardag was van een overlijden in Anderlecht. Ooit zei iemand : "Gouverner c'est prévoir". Ik geef toe dat de controle op het samenscholingsverbod niet letterlijk is toegepast. Sommige van de hier aanwezige parlementsleden hebben deelgenomen aan de tegenbetoging. De twee groepen van tegenbetogers telden meer dan tweemaal vijftig personen. Ik ben verantwoordelijk voor het feit dat er niet is opgetreden. Nog vóór de Raad van State haar arrest had uitgesproken, heb ik aan de rijkswacht meegedeeld zich afzijdig te houden. Gezien alles vreedzaam verliep, achtte ik het niet opportuun moeilijkheden te zoeken waar er geen zijn. De tegenbetogingen konden dus doorgaan. De rijkswacht had enkel de taak eventuele veldslagen te vermijden. Ik ontken formeel dat de tegenbetoging onmogelijk is gemaakt.

Op 6 november heb ik tweemaal telefonisch contact gehad met de burgemeester van Brussel. De burgemeester had zich niet verwaardigd aanwezig te zijn op de vergadering die voordien op mijn kabinet had plaatsgevonden. In zijn plaats stuurde hij de adjunct-politiecommissaris. Deze heeft in geen geval gezegd wat de burgemeester achteraf heeft verteld.

Brussel is niet belangrijker dan een andere stad. De regio is niet bevoegd voor deze materie. De opmerking dat de autonomie van de regio zou zijn geraakt, is hier niet van toepassing. Indien een dergelijk probleem zich morgen in Gent voordoet, zal ik op dezelfde manier optreden. Op dit ogenblik is het Brussels Hoofdstedelijk Gewest niet bevoegd in deze materie. Indien het deze bevoegdheid bij een volgende staatshervorming krijgt, zal ik [illegible]chtlijnen terzake met genoegen naleven. Ik schik mij in dat geval naar de regels van *l'Etat de droit*.

Ik heb via mijn kabinet wel degelijk de injunctie gegeven aan de gouverneur en heb deze injunctie vrijdagavond telefonisch bevestigd. Aan de rijkswacht is door mij geen bijzondere injunctie gegeven. De rijkswacht was overigens reeds opgevorderd door de burgemeester. Via kolonel Wouters, de verbindingsofficier die op mijn kabinet aanwezig is, heb ik zowel op 6 als op 7 november permanent contact gehad met de rijkswacht. Dit is een normale procedure. Kolonel Wouters heeft mij ook zaterdag voortdurend op de hoogte gehouden van de feiten. Ik geef toe dat ik pas later een verslag heb ontvangen van het allereerste feit. Dit verslag verschilt van dat van de heer Maingain. Ik heb een mondeling verslag van de rijkswacht gekregen, dat mij door het commando gisterennamiddag mondeling werd bevestigd.

De gouverneur heeft haar injunctieopdracht uitgevoerd. Ik zal het dadelijk uitvoeriger hebben over de manier waarop zij dit heeft gedaan. Mijn kabinetschef, die zich bij de Raad van State bevond, heeft mij op de hoogte gebracht van het feit dat er eerst een kaduuk verzoek was ingediend, dat later schriftelijk werd ingediend. De zitting werd herhaaldelijk geschorst. Uiteindelijk heeft mijn kabinetschef mij omstreeks 16 uur op de hoogte gebracht van de uitspraak van de Raad van State.

Op het ogenblik dat de uitspraak van de Raad van State viel, was het grootste deel van het programma reeds achter de rug. Het congres was uiteindelijk samengekomen. Men had hoogstens nog de bepaling van de burgemeester inzake het samenscholingsverbod kunnen toepassen op de congresleden die de zaal verlieten. De burgemeester heeft hierop echter niet aangedrongen.

De vraag is of dit, wat hij zelf voor de Raad van State heeft gezegd, *le maintien de l'ordre sur la voie publique* zou hebben gediend.

Ik stel vast dat de burgemeester zich toen ook in wijsheid heeft onthouden van welke opdracht dan ook aan zijn politie of van een vordering ten overstaan van de rijkswacht omdat op dat moment de openbare orde meer in gevaar zou worden gebracht door het letterlijk toepassen van die opdracht dan door die niet meer toe te passen.

Hoe dan ook, het gevolg is dat de openbare orde is gehandhaafd. Niemand en iedereen is beschermd. De enige opdracht van de rijkswacht, met meer dan 800 man aanwezig waarvan meer dan 300 uit lokale brigades, was ervoor te zorgen dat het geheel in rust en kalmte kon verlopen.

Collega Eerdekens, u wilt *l'Etat de droit* inroepen. Welnu, volgens een vaste rechtspraak van dezelfde Raad van State had ik de tegenbetoging aan de andere kant van Brussel kunnen doen plaatsvinden. Dat was mogelijk volgens een vaste rechtspraak die haar oorsprong vindt in Antwerpen met schepen Detiège.

Ik heb dus geprobeerd elkeen zijn rechten, ofwel gevrijwaard door de rechtbank ofwel gevrijwaard door andere bepalingen, maximaal tot hun recht te laten komen en dus niet te doen optreden als het niet nodig was. Men moet stoppen met een demagogie die misschien goed overkomt maar de feiten hun recht laten gaan.

Ik kom thans bij de beslissing van de Raad van State. De gouverneur kon zich op twee zaken steunen, met name de algemene voogdijbevoegdheid of de zelfstandige verordenende bevoegdheid. In het laatste geval moet artikel 128 van de provinciewet worden aangewend en dan kunt u de omzendbrief van 1987 inroepen.

Mijnheer Maingain, u moogt de twee niet verwarren. Lees het arrest heel goed. Ik heb gisterenavond nog met de auditeur gesproken. De gouverneur heeft nooit artikel 128 vermeld. Volgens de Raad van State moet men zich derhalve steunen op de algemene bevoegdheid in voogdij. De Raad van State zegt en ik citeer : "Considérant que sans qu'il soit nécessaire d'examiner la régularité de cette circulaire, il faut constater qu'elle ne peut servir de fondement à une mesure de tutelle".

De commentaar van de burgemeester van Brussel was dus fout, maar misschien is hij geen jurist. Ik schrijf zijn reactie echter toe aan de snelheid waarmee hij commentaar heeft moeten leveren. Bovendien gaat deze rondzendbrief terug tot 1830.

De Raad van State heeft gelijk. Immers, als u niet artikel 128 en de zelfstandige verordenende bevoegdheid aanwendt, dan hebt u geen voldoende juridische basis om op dat moment de omzendbrief van 1987 in te roepen. De Raad van State heeft dus een correct arrest afgeleverd. Ik heb daarop geen enkele opmerking te formuleren. Ik zeg u dit in alle eerlijkheid en als jurist én als politicus. Ik heb er alle respect voor.

De fout is gebeurd door de gouverneur bij het schrijven van haar beslissing waar ze artikel 128 had moeten inroepen. Dan ontstond een andere discussie. Men moet het arrest ook niet gebruiken voor zaken die het niet zijn. Dit is niet de "consecratie" van de gemeentelijke autonomie.

Overigens, collega's, een grote meerderheid onder u heeft de Octopuswet goedgekeurd en daarin is die omzendbrief opgenomen. Een beetje consequentie in veertien dagen tijd zou toch wel nodig zijn. Het is niet omdat het de ene keer gaat over iets theoretisch en de andere keer over een praktijk die niet aangenaam is, dat men plots van stelling moet veranderen.

De politieke beschouwingen laat ik voor elkeen. Het lijkt mij nodig dat elke formatie de politieke beschouwingen kan formuleren die zij wenst. Ik bemoei mij niet met de financiering van de partijen. Ik stel alleen vast dat in deze assemblee over een akkoord werd gestemd - en ik behoorde niet tot uw assemblee, ik stemde niet mee en ik was niet betrokken bij de onderhandelingen over het akkoord - dat verschillend is van wat men vandaag wil. *C'est tout.*

Dat kan ik alleen vaststellen. Collega Eerdekens, ik neem aan dat u dit mee hebt goedgekeurd. Ik kan dat niet controleren. Dat is trouwens ook mijn opdracht niet.

Men vroeg mij of de heer Ylieff namens de regering optrad. De heer Ylieff trad op vanuit zijn eigen bevoegdheid. Dat is logisch. Ik kan alleen betreuren dat hij mij niet op de hoogte heeft gebracht maar ik neem aan dat hij te veel dingen aan zijn hoofd had. Donderdag was hij met een missie in Auschwitz. Via zijn kabinet heb ik hem uiteindelijk aan de lijn gekregen. Toen heb ik de eerste keer overlegd met hem. Vrijdagnamiddag heb ik voor de tweede keer met hem overlegd en zaterdagvoormiddag voor de derde keer. Het was op dat moment niet nodig om de regering samen te roepen om een beslissing te nemen die tot mijn eigen bevoegdheid behoorde. Ook nu is het niet nodig om dat te doen.

Als we ons houden aan de feiten, dan is het duidelijk dat ik de tegenbetoging niet heb verboden. Aan het begin van uw betoog had u het over een aantal waarden waarvan u niet wil afwijken. Ik heb daar respect voor. Wel raad ik u aan

om uw uiteenzetting niet te verzwakken door slogans te gebruiken en te zeggen dat ik het congres heb toegelaten en de tegenbetoging heb verboden. De feiten zijn anders.

De motivatie om de gouverneur te vragen de beslissing van de heer de Donnéa te counteren is de essentie van de zaak. Het ging om het handhaven van de openbare orde. Niemand was ermee gediend dat in Brussel een veldslag zou plaatsvinden tussen 700 congresgangers en een aantal tegenbetogers. Tussen die partijen stonden bovendien meer dan 800 rijkswachters en 120 Brusselse politieagenten gevorderd door de burgemeester. Het zou de politieke klasse in het algemeen niet bepaald hebben geholpen als we 's avonds beelden hadden gekregen van een dergelijke veldslag.

De enige discussie over de grond van de zaak heb ik over de telefoon gevoerd met de burgemeester. De eerste keer verliep die discussie gemakkelijker dan de tweede keer. Ik houd hierbij wel rekening met het feit dat de burgemeester toen was omringd door mensen die zware druk uitoefenden en die hem de schuld in de schoenen wilden schuiven. Ik meen dat de zaak er zo voor stond. Voor het overige ging het om een meningsverschil waarbij wij beiden eerlijk hebben gezegd wat wij wilden doen. Ik heb hem toen meegedeeld dat we de beslissing zouden verbreken en een andere in de plaats stellen. Hij heeft mij gemeld dat hij de zaak ter behandeling zou voorleggen aan de Raad van State. Dit is een voorbeeld van fair play tussen twee mensen met verantwoordelijkheid die de zaken anders inschatten. Wij verschilden van mening en hebben elkaar daarvan in alle eerlijkheid op de hoogte gebracht. Op dat vlak heb ik alle respect voor de wijze waarop wij hebben kunnen samenwerken. Ik betreur alleen dat de burgemeester afwezig was op de fameuze coördinatievergadering. Zoals gezegd stuurde hij toen een adjunct-commissaris die niet dezelfde mening vertolkte als de burgemeester zelf op vrijdagnamiddag. Er is geen sprake van dat de ordestrijdkrachten wie dan ook hebben beschermd. Dat heb ik reeds uitgelegd.

Men heeft ook het incident met de politie aangehaald. Volgens het verslag dat ik heb gekregen, ging het niet om braak. Toen er reeds negen of tien mensen binnen waren, is één agent van Brussel binnen gegaan. Hij heeft getracht de rijkswacht mee te krijgen om het congresgebouw te ontruimen. De rijkswacht heeft dat geweigerd. Zij wezen erop dat er een rechterlijke beslissing was en dat zij daar niet voor gevorderd waren. Op dat ogenblik was de beslissing van de gouverneur juridisch-technisch nog steeds van kracht. Zij was nog niet verbroken door de Raad van State. Het is niet omdat men naar de Raad van State stapt, dat de beslissing van de gouverneur verdwijnt. Er is dus niet binnengebroken. Er schijnt wel een kleine schermutseling te zijn geweest maar ik weet niet of daarover een proces-verbaal werd opgesteld.

Het PV zal worden overgemaakt aan de procureur des Konings die, aan de hand van alle elementen waarover hij beschikt, moet oordelen of terzake al dan niet zal worden vervolgd.

Omtrent het verschijnen in uniform werden reeds klachten neergelegd bij de procureur des Konings die hieromtrent naar recht zal oordelen.

Le **président** : La parole est à M. Claude Eerdekens.

M. **Claude Eerdekens** (PS) : Monsieur le président, nous sommes tous attentifs au respect de l'Etat de droit. Il ne faut pas créer de confusion quant à l'occupation d'une salle dans le cadre d'une décision de justice prise sur la base de l'article 584 du Code judiciaire dans le cadre d'un référé. Il s'agit ici d'un litige opposant des personnes physiques entre elles ou une personne morale - même publique - à une autre personne morale. Dans ce cas, une décision de justice s'impose à tous. En l'espèce, l'intervention du bourgmestre de Bruxelles se situe dans un tout autre...

M. **Van den Bossche**, ministre : C'est une décision de justice contre l'Etat !

M. **Claude Eerdekens** (PS) : Contre l'Etat, bien sûr, mais uniquement au niveau de l'occupation d'une salle. L'intervention du bourgmestre de Bruxelles se situe dans un tout autre domaine et dans une matière de droit administratif.

M. **Van den Bossche**, ministre : Il s'agit du maintien de l'ordre et d'une location pour le congrès et l'affaire est argumentée comme telle.

M. **Serge Moureaux** (PS) : Vous jouez sur les mots !

M. **Claude Eerdekens** (PS) : C'est également une décision due au référé qui n'autorisait pas un ministre à refuser l'accès d'une salle. C'est un procès purement civil, sur la base de l'article 584 du Code judiciaire.

La compétence du bourgmestre de Bruxelles se situe, elle, dans le domaine du droit administratif et dans le domaine de ce qu'il pense être le maintien de l'ordre. Il est clair qu'il s'agit d'un autre domaine juridique. Ces deux domaines sont même concurrents et peuvent se superposer. On aurait pu avoir une décision dans un sens au civil ou au commercial par voie d'extrême urgence et, sur le plan administratif, une toute autre décision sur la base des pouvoirs que la loi communale concède à un bourgmestre.

M. **Van den Bossche**, ministre : Dans ce cas-là, la décision du bourgmestre doit être motivée par le maintien de l'ordre uniquement.

M. **Claude Eerdekens** (PS) : Toujours dans le domaine de l'Etat de droit, je remarque que le Conseil d'Etat a fait droit à la thèse de M. de Donnéa, qu'on le veuille ou non.

M. **Van den Bossche**, ministre : Non, il a donné tort aux motivations juridiques du gouverneur.

M. **Didier Reynders** (PRL-FDF) : A la demande de qui le Conseil d'Etat s'est-il prononcé ?

M. **Van den Bossche**, ministre : A la demande de M. de Donnéa.

M. **Serge Moureaux** (PS) : Le gouverneur a pris son arrêté sur vos injonctions !

M. **Van den Bossche**, ministre : Non, le gouverneur a omis de citer l'article 128. Cette précision est importante et ce n'est d'ailleurs pas à vous que je dois l'expliquer. L'auditeur du Conseil d'Etat a plaidé le fait que l'article 128 avait été omis.

M. **Olivier Maingain** (PRL-FDF) : Le Conseil d'Etat a dit aussi que les éléments de fait qui auraient pu justifier l'intervention des autorités supérieures n'étaient pas réunis. Vous n'avez d'ailleurs pas répondu en ce sens.

M. **Van den Bossche**, ministre : Il s'agissait du maintien de l'ordre.

M. **Olivier Maingain** (PRL-FDF) : A quel titre, s'il n'y a pas carence au niveau de l'autorité communale ?

M. **Van den Bossche**, ministre : Consultez les autres arrêts du Conseil d'Etat. La nécessité du maintien de l'ordre était admise dès 1830 alors que le Conseil d'Etat n'existait pas encore. Mais tout le monde l'acceptait car il s'agissait d'une tradition.

M. **Claude Eerdekens** (PS) : Il n'en demeure pas moins que l'arrêt du Conseil d'Etat fait droit à la thèse de

M. le bourgmestre de Bruxelles, qui n'accepte pas que son ordonnance soit cassée par une ordonnance de Mme le gouverneur.

M. **Van den Bossche**, ministre : Cette ordonnance-là se base sur la tutelle. Il faut citer tout le jugement et non une petite partie.

M. **Claude Eerdekens** (PS) : L'arrêt du Conseil d'Etat me paraît très clair.

Le **président** : Chers collègues, dans cette assemblée, le maintien de l'ordre est de mon ressort. Dès lors, je vous demande de respecter le Règlement. La parole est d'abord à M. Eerdekens qui sera suivi des autres parlementaires inscrits dans les répliques. M. le ministre répondra ensuite, de manière globale.

M. **Claude Eerdekens** (PS) : Je rappelle que le principe de l'autonomie communale est essentiel. L'intervention d'un ministre ne peut se justifier qu'en cas de carence de l'autorité communale. Nous savons qu'en Région de Bruxelles-Capitale, il existe des accords de coopération entre bourgmestres, ainsi qu'entre les polices communales et la gendarmerie. Or, rien ne laissait apparaître, dans le chef du bourgmestre de Bruxelles ou d'un autre bourgmestre, une quelconque négligence dans l'exercice de sa mission.

M. **Van den Bossche**, ministre : Mais "carence" ne veut pas dire "négligence"; même une présence active peut être considérée comme une "carence" par le Conseil d'Etat !

M. **Claude Eerdekens** (PS) : On pourrait en discuter longtemps. Quoi qu'il en soit, restons attentifs au principe du respect de l'autonomie communale. Dans le système démocratique, les bourgmestres sont les premiers acteurs de terrain. Ils ont la confiance des citoyens et ils me paraissent tous animés de la volonté de bien agir.

Enfin, l'essentiel pour demain sera de mettre le Vlaams Blok hors d'état de nuire. Toute une série d'initiatives peuvent être prises, comme l'examen de la proposition de loi sur le financement des partis politiques, ou la révision de la Constitution en ce qui concerne les délits de presse à caractère raciste.

D'autres initiatives encore peuvent être prises. Il n'y a pas, dans ce pays, de bons et de moins bons démocrates; il y a des partis démocratiques. Ils doivent faire fi de leurs divergences et s'unir face à cet ennemi de la démocratie qu'est le Vlaams Blok, ou d'autres partis fascistes qui existeraient demain parmi les francophones.

De **voorzitter** : De heer Robert Delathouwer heeft het woord.

De heer **Robert Delathouwer** (SP) : Mijnheer de voorzitter, ik stel vast dat het juridische aspect van de zaak wel eens verward wordt met de berichtgeving terzake. Een dergelijke problematiek kan beter worden opgelost met overleg niet alleen op het niveau van de regering maar ook tussen de regering en de burgemeesters.

De berichtgeving over het voorval varieert naargelang men boven of onder de taalgrens de antennes uitsteekt. Elke taalgroep heeft zijn waarheid. De taalgrens scheidt de standpunten terzake. Ik roep elke taalgroep op de berichtgeving van de andere taalgroep eens te volgen. Op die manier zullen zij de verschillen kunnen vaststellen.

Mijnheer de voorzitter, collega's, ik was zaterdag aanwezig in de straten van Brussel en ben mee opgetrokken omdat de Brusselse socialisten radicaal achter het antifascistisch front staan. Velen die op dit ogenblik hoog van de toren blazen, heb ik zaterdag niet ontmoet. Men heeft mij uitgescholden voor fascist omdat ik behoor tot de partij van de minister van Binnenlandse Zaken. De Franstalige media schilderen de minister af als de boeman die het congres had toegelaten. De burgemeester van Brussel was de held die het congres had willen verbieden. De waarheid is anders.

Ik herhaal en beklemtoon dat ik het optreden van de minister van Binnenlandse Zaken betreur. Ik had liever een dialoog gezien.

Mijnheer de voorzitter, collega's, ik wens mijn repliek te beëindigen met een oproep enerzijds, tot al degenen die plots de hete adem van het Brusselse electoraat voelen en anderzijds, tot de Franstalige partijen die opeens schrik krijgen van het Vlaams Blok. Zij moeten niet plots wakker schieten en lessen beginnen uitdelen. De Brusselse socialisten zullen het niet pikken lessen te krijgen van anderen. Wij zullen niet dulden dat men ons voor fascisten verslijt.

Het doet mij de wenkbrauwen fronsen als ik 48 uur na de feiten pantoffelhelden niet alleen hoor oproepen om een groot democratisch front op te richten. Zij willen tevens de hulp van het Centrum voor Gelijkheid van Kansen en Racismebestrijding. Dat is niet de rol van dit centrum maar van de politieke partijen.

Ik zal deelnemen aan een democratisch front.

Als de heer Maingain een dergelijk front wil oprichten maar de SP wenst uit te sluiten, past hij de praktijken van het Vlaams Blok zelf toe. Wil men het Vlaams Blok in Brussel van de macht te houden, dan moet men geen oproep doen om op Franstalige lijsten te stemmen, maar dan moet men alle democraten - ook de Franstalige democraten - oproepen om voor Vlaamse democratische partijen te stemmen.

Le **président** : La parole est à M. Olivier Deleuze.

M. **Olivier Deleuze** (ECOLO-AGALEV) : Monsieur le président, je partage l'analyse de M. Delathouwer sur la situation à Bruxelles et sur le manichéisme un peu facile de certains, qui considèrent qu'il y a, d'un côté, les démocrates francophones tout blancs et, de l'autre, les sombres néerlandophones qui ne cessent de saper la démocratie. Ce raisonnement est totalement faux et négatif.

En tant que citoyen, j'observe que peu de gens ont des leçons à donner au SP de Bruxelles en matière de démocratie et de droits de l'homme.

(Protestations de M. Olivier Maingain)

Je sais, monsieur Maingain, que vous vivez des tensions communautaires. Mais ce n'est pas mon cas.

M. **Olivier Maingain** (PRL-FDF) : Ce n'est pas moi qui écris les circulaires Peeters !

M. **Olivier Deleuze** (ECOLO-AGALEV) : Une majorité de cette assemblée est parvenue à se mettre d'accord sur un texte concernant la dotation du Vlaams Blok. Ce pas était nécessaire, mais il est certainement insuffisant. Je souhaite qu'une majorité se mette d'accord sur d'autres mesures concernant ce parti, notamment sur la répression et la correctionnalisation des délits de presse à caractère raciste.

Le **président** : La parole est à M. Didier Reynders.

M. **Didier Reynders** (PRL-FDF) : Monsieur le président, ma réplique sera très brève. J'ai déposé une motion de recommandation, que vous aurez l'occasion de nous lire à la fin du débat.

Je voudrais toutefois insister sur trois points.

Premièrement, je regrette que l'on voie apparaître un certain nombre de retournements ou de changements d'attitude. Je présume qu'il y en aura encore dans les prochains jours. J'ai déjà constaté qu'entre les prises de

position virulentes des bureaux de partis et la représentation dans les commissions parlementaires, il y a une marge importante. Je pense en particulier au PSC, dont le président - qui est également membre de notre assemblée - a fait des déclarations dithyrambiques sur le sujet qui nous préoccupe et qui n'est pas présent, ni représenté ici aujourd'hui.

Je pense aussi à M. Deleuze, qui, lorsqu'il vante les mérites du SP à Bruxelles, est très loin des propos, que je qualifiais à l'époque d'excessifs, tenus par son propre parti à l'égard du précédent ministre de l'Intérieur.

M. **Olivier Deleuze** (ECOLO-AGALEV) : Je parlais de M. Tobback et non du SP bruxellois.

M. **Didier Reynders** (PRL-FDF) : Tout le monde sait bien sûr que M. Tobback n'a absolument aucune leçon à donner au SP, en ce compris à Bruxelles. Tous les parlementaires socialistes flamands le savent. Il ne tient aucun rôle au sein de la famille socialiste flamande, y compris à Bruxelles !

Nous verrons d'ailleurs comment se dérouleront les votes dans huit mois ! En tous cas, je n'en ai pas vu beaucoup à la Chambre se passer de la confiance absolue de M. Tobback.

(Protestations de M. Olivier Deleuze)

Le **président** : Monsieur Deleuze, je souhaiterais que vous respectiez la liberté de parole de M. Reynders.

M. **Didier Reynders** (PRL-FDF) : Je vous remercie, monsieur le président. Je voulais simplement constater à quel point les avis évoluaient.

Nous verrons peut-être bientôt une alliance ECOLO-SP. Ce sera intéressant, surtout lorsqu'il s'agira d'aborder les quatre débats sur les valeurs que M. Deleuze évoquait tout à l'heure.

Enfin, je constate, monsieur le ministre, que vous restez sur votre position par rapport à la décision principale. Je ne vais pas parler de décisions civiles ou d'autres éléments. Il y avait, en matière de maintien de l'ordre, une position claire d'un bourgmestre sur le territoire de sa commune.

Face à cette décision claire, vous avez souhaité intervenir, manifestement en divergence avec le bourgmestre. De plus, vous l'avez fait d'une manière inappropriée puisque le Conseil d'Etat a suspendu la décision du gouverneur.

Je n'entrerai pas dans le débat sur le rôle de l'Etat fédéral à l'égard de la Région bruxelloise. Mais il était maladroit de votre part d'entrer dans une problématique de maintien de l'ordre à l'intérieur d'une commune, alors qu'il n'y avait aucune carence en la matière et alors qu'existait une décision d'un bourgmestre règlant les problèmes de sécurité sur la voie publique.

Je ne peux pas voir autre chose dans cette décision qu'une analyse - comme le dit M. Delathouwer - différente d'un certain nombre de responsables politiques. Je constate que dossier après dossier, des responsables issus de votre formation politique n'ont manifestement pas la même vision de la manière de lutter contre l'extrême droite que celle défendue par d'autres.

Vous nous avez dit vous-même que vous aviez eu deux contacts avec le bourgmestre de Bruxelles. Et même si le premier a été plus cordial que le second, vous avez suivi des lignes de conduite différentes. Malheureusement, cela a été malencontreusement utilisé, d'une manière incorrecte sur le plan juridique, par le gouverneur de Bruxelles. Je trouve cela particulièrement dommageable dans un contexte aussi grave que celui de la lutte contre des mouvements qui défendent des idées à caractère raciste, contre lesquels on aurait vraiment intérêt à former un front uni; ce qu'on appelait en son temps un "cordon sanitaire".

Le **président** : La parole est à M. Olivier Maingain.

M. **Olivier Maingain** (PRL-FDF) : Monsieur le président, j'ai deux remarques à formuler après la réponse du ministre.

Il a voulu, en somme, être plus efficace que le bourgmestre de Bruxelles. Résultat : il l'a été de manière erronée, non seulement sur le plan juridique mais aussi en termes opérationnels puisqu'un fait majeur révélant les véritables intentions des organisateurs du congrès n'a été porté qu'avec retard, semble-t-il, à la connaissance du ministre. Voilà donc, une fois de plus, un problème dans le commandement opérationnel, le jour même du congrès.

M. **Van den Bossche**, ministre : C'est un problème au sein de la police de Bruxelles.

M. **Olivier Maingain** (PRL-FDF) : La police de Bruxelles a appelé les services de la gendarmerie, appel resté sans suite.

M. **Van den Bossche**, ministre : Il faut tout de même entendre la version de la police de Bruxelles !

M. **Olivier Maingain** (PRL-FDF) : Nous verrons bien à l'enquête, une fois de plus.

Fondamentalement, dès lors qu'il y avait passage forcé du Palais des congrès par la milice privée du Vlaams Blok, il y avait lieu de faire évacuer le palais par les forces de l'ordre. C'était la première mesure de sécurité à prendre et vous ne l'avez pas prise.

M. **Van den Bossche**, ministre : Le bourgmestre de Bruxelles ne l'a pas demandé !

M. **Olivier Maingain** (PRL-FDF) : Bien entendu puisque, à cette heure-là, le gouverneur seul - vous l'avez d'ailleurs tant et plus rappelé - commande les forces de l'ordre, en vertu des pouvoirs qu'il s'est conférés par son ordonnance.

M. **Van den Bossche**, ministre : Le bourgmestre n'a pas pris contact avec le gouverneur.

M. **Olivier Maingain** (PRL-FDF) : Je constate, une fois de plus, qu'il y a eu des fautes et des manquements dans l'ordre de commandement et, comme par hasard, à l'égard d'un fait d'une gravité particulière.

Je répondrai très brièvement à M. Delathouwer, dont j'apprécie souvent les interventions, que je suis preneur de tous les débats de démocratie à Bruxelles. Mais qu'il ne vienne pas nous faire la leçon à Bruxelles alors que son propre parti ne fait que mettre en oeuvre le programme du Vlaams Blok à l'égard des francophones de la périphérie.

De **voorzitter** : De heer Filip De Man heeft het woord.

De heer **Filip De Man** (VL.BLOK) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, geachte collega's, ik wil nog even ingaan op het essentiële. Zaterdag werd een vergadering belegd door een partij die op democratische wijze deelnam aan democratische verkiezingen. Volgens ons geldt artikel 26 van de Grondwet dan ook voor onze partij.

's Morgens gaan wij met de beschikking van de rechter in de hand naar het Congressenpaleis. Er is een dwangsom opgelegd van 1 miljoen frank als men ons die zaal niet geeft. U weet dat de PS-minister tot tweemaal toe heeft geprobeerd ons die zaal te ontzeggen. Ook in beroep werd ons die zaal toegekend. Om 9.30 uur hebben wij ons naar die zaal begeven met mensen die geen privé-militie vormen, maar die in de namiddag moeten zorgen voor klank,

beeld, de logistieke ondersteuning, tot en met een bos bloemen voor de voorzitter. Dat is dus de privé-militie van de heer Maingain. Er is geen braak gebeurd. Geen slot werd geforceerd. Wij zijn rustig met een tiental mensen binnengegaan.

Mijnheer Maingain, wat is er dan gebeurd ? Een aantal Brusselse politiemannen in burger zijn de zaal binnengekomen om ons alsnog uit het Congressenpaleis te verwijderen. Als u die ochtend ergens een privé-militie wilde zien, moest u die eerder zoeken bij de politiemensen in burger. Zij waren duidelijk door de heer de Donnéa gestuurd om alsnog te proberen ons uit het Congressenpaleis weg te houden. Dat is niet gelukt omdat de rijkswacht van oordeel was dat de rechterlijke beschikking moest worden gerespecteerd. Het Vlaams Blok mag van de rechter congresseren; het Vlaams Blok zal dus congresseren. Het verhaal van de privé-militie is waardeloos.

De burgemeester van Brussel heeft geprobeerd om het ons onmogelijk te maken het Congressenpaleis te betreden met onze volgens hen 700 - wij hebben er 800 geteld - militanten-congressisten. Hij heeft geprobeerd dat te doen met een verordening waarbij wij niet of nauwelijks uit de bus tot aan de ingang van het Congressenpaleis konden geraken. In het begin heeft men er zelfs op toegezien dat slechts drie mensen per keer van de bus mochten afstappen. Op die manier hadden wij drie uur lang moeten wachten tot de laatste bus was leeggelopen. Na een kwartier heeft men dit opgegeven. Iets na 15.00 uur heeft men ons vreedzaam laten vergaderen. Ik citeer artikel 26 van de Grondwet : "De Belgen hebben het recht vreedzaam en ongewapend te vergaderen, mits zij zich gedragen naar de wetten die het uitoefenen van dit recht kunnen regelen, zonder het echter aan een voorafgaand verlof te onderwerpen. Deze bepaling is niet van toepassing op bijeenkomsten in de open lucht." Die laatste regel is niet van toepassing aangezien wij vergaderden in het Congressenpaleis. Wij hebben en hadden het recht om volgens artikel 26 van de Grondwet vreedzaam te vergaderen.

Men lust dat niet bij de socialisten; men houdt er niet van bij de groenen; men vindt dat verschrikkelijk bij de PRL-FDF. Dat kan best zijn, maar men moet zich houden aan de regels zoals ze door de Grondwetgever werden vastgelegd.

Le **président** : La parole est à M. Serge Moureaux.

M. **Serge Moureaux** (PS) : Monsieur le président, chers collègues, en ma qualité d'ancien parlementaire, j'ai un souvenir historique d'une tentative de réunion d'un parti bruxellois dans la périphérie, réunion qui a été interdite par arrêté. A l'époque, la gendarmerie a interdit aux membres de ce parti politique de se réunir dans la périphérie, parce qu'on considérait qu'une telle réunion constituait une provocation à l'égard des Flamands.

De heer **Filip De Man** (VL.BLOK) : Wanneer was dat ?

M. **Serge Moureaux** (PS) : Dans le cas qui nous préoccupe, le Vlaams Blok veut se réunir à Bruxelles, plus particulièrement à Saint-Josse. Qu'est-ce que cela signifie ? Tout simplement, qu'il s'agit d'une provocation.

De heer **Filip De Man** (VL.BLOK) : Is dat een spergebied ?

M. **Van den Bossche**, ministre : M. Cudell a dit qu'étant donné la population de Saint-Josse, la situation était intenable pour lui aussi bien le jour même que les semaines à venir.

M. **Serge Moureaux** (PS) : Vous avez bien compris mon argumentation, monsieur le ministre, ne la détournez pas ! Je dis que l'intention du Vlaams Blok en réunissant son congrès à Bruxelles était de faire de la provocation à l'égard des jeunes immigrés. *(Hilarité sur les bancs du Vlaams Blok)* Vous espériez, bien entendu, provoquer les jeunes immigrés pour tenter de provoquer si possible des émeutes ou des désordres. Ce seul fait, monsieur le ministre, aurait dû vous montrer l'esprit de provocation raciste du Vlaams Blok choisissant le Palais des congrès de Bruxelles pour tenir son congrès.

De heer **Filip De Man** (VL.BLOK) : Quel fait ?

M. **Serge Moureaux** (PS) : Le fait que vous m'interrompiez sans arrêt prouve que j'ai visé juste !

Le **président** : La démocratie commence par l'écoute de l'autre !

La parole est à M. Serge Moureaux.

M. **Serge Moureaux** (PS) : Il est clair que la tenue de ce congrès à Bruxelles n'était pas innocente et tout ce qui est advenu par la suite provient de cette situation, dans laquelle le bourgmestre de Bruxelles est évidemment intervenu dans le cadre de ses compétences.

Monsieur le ministre, vous avez cru devoir intervenir, à votre tour, dans un sens contraire, par le biais de Mme le gouverneur. Le Conseil d'Etat vous a donné tort.

Entre-temps, un congrès provocateur a pu se tenir à Bruxelles sous la protection de la gendarmerie. C'est ce que nous ne pouvons accepter.

De **voorzitter** : De heer Daniël Vanpoucke heeft het woord.

De heer **Daniël Vanpoucke** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, in naam van de CVP-fractie wil ik aan deze discussie nog iets toevoegen : de CVP-fractie heeft hierover niet geïnterpelleerd om geen bijkomende publiciteit te geven aan degenen die wij dat niet toewensen.

De **voorzitter** : Tot besluit van deze bespreking werden volgende moties ingediend.

En conclusion de cette discussion, des motions ont été déposées.

Een eerste motie van aanbeveling werd ingediend door de heren Didier Reynders, Serge Moureaux, Olivier Deleuze, Lode Vanoost en Olivier Maingain en luidt als volgt :

"De Kamer, gehoord de interpellaties van de heren Claude Eerdekens, Robert Delathouwer, Olivier Deleuze, Lode Vanoost, Didier Reynders en Olivier Maingain

en het antwoord van de vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken, - betreurt dat dit congres heeft plaatsgevonden onder de bescherming van de ordestrijdkrachten;

- vindt elke bagatellisering van extreem-rechts evenals het inzetten van de ordestrijdkrachten om provocaties te beschermen van een partij die racistische ideeën uitdraagt en de grondbeginselen van de democratie aanvecht, onaanvaardbaar;

- verzoekt de regering en het parlement de gemeentelijke autonomie te eerbiedigen en de uitwassen van de extremistische bewegingen vastberaden het hoofd te bieden."

Une première motion de recommandation a été déposée par MM. Didier Reynders, Serge Moureaux, Olivier Deleuze, Lode Vanoost et Olivier Maingain et est libellée comme suit :

"La Chambre, ayant entendu les interpellations de MM. Claude Eerdekens, Robert Delathouwer, Olivier Deleuze, Lode Vanoost, Didier Reynders et Olivier Maingain

et la réponse du vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur, - regrette la tenue sous la protection des forces de l'ordre de ce congrès au mépris de la compétence de la Ville de Bruxelles;

- estime intolérable toute banalisation de l'extrême droite ainsi que l'utilisation de la force publique pour protéger les provocations d'un parti qui promeut des idées racistes et s'attaque aux principes fondateurs de la démocratie;

- demande au gouvernement et au . ement de respecter l'autonomie communale et de résister fermement aux dérives des mouvements extrémistes."

Een tweede motie van aanbeveling werd ingediend door de heren Louis Vanvelthoven, Daniël Vanpoucke en Patrick Dewael en luidt als volgt :

"De Kamer, gehoord de interpellaties van de heren Claude Eerdekens, Robert Delathouwer, Olivier Deleuze, Lode Vanoost, Didier Reynders en Olivier Maingain

en het antwoord van de vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken, vraagt dat de minister in gelijkaardige omstandigheden in de toekomst het nodige overleg opstart tussen de betrokken federale en lokale overheden, met het oog op de handhaving van de openbare orde en de veiligheid, en verheugt zich over het feit dat ter gelegenheid van de voorbije manifestaties ongeregeldheden werden voorkomen."

Une seconde motion de recommandation a été déposée par MM. Louis Vanvelthoven, Daniël Vanpoucke et Patrick Dewael et est libellée comme suit :

"La Chambre, ayant entendu les interpellations de MM. Claude Eerdekens, Robert Delathouwer, Olivier Deleuze, Lode Vanoost, Didier Reynders et Olivier Maingain

et la réponse du vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur, demande que, dans des circonstances analogues à l'avenir, le ministre entame les concertations indispensables entre les autorités fédérales et locales concernées en vue du maintien de l'ordre public et de la sécurité, et se réjouit du fait que des irrégularités aient pu être prévenues lors des manifestations passées."

Een eenvoudige motie werd ingediend door de heer Filip De Man.

Une motion pure et simple a été déposée par M. Filip De Man.

Over de moties zal later worden gestemd. De bespreking is gesloten.

Le vote sur les motions aura lieu ultérieurement. La discussion est close.

- De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.45 uur.

- La réunion publique de commission est levée à 15.45 heures.